

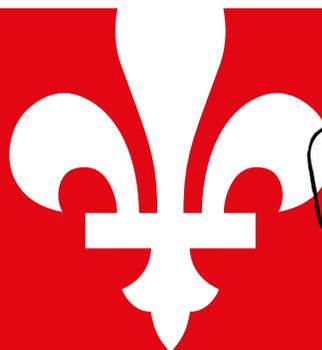
POUR SE DÉBARRASSER DU VENT D'AUSTÉRITÉ DURANT *le temps des Fêtes*

DÉCEMBRE 2014

Le temps des Fêtes est un moment où se réunissent dans toutes les régions de nombreuses familles et ami-es. Gageons que **plusieurs discussions tourneront autour des mesures d'austérité du gouvernement Couillard.**

Afin de survivre aux commentaires du beau-frère qui défendra bec et ongle les actions du gouvernement libéral, voici un court guide qui vous permettra de répliquer.

C'est en discutant avec le plus de Québécoises et Québécois que nous parviendrons à constituer un réel front social à la défense du modèle québécois.



**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**



refusons.org

DÉMONSTRONS L'IMPACT DES MESURES D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT COUILLARD

Le beau-frère prétendra que l'austérité n'a aucun impact concret sur la vie des citoyennes et citoyens du Québec.

Qui de mieux que vous pour lui faire la preuve du contraire ?

- Les **compressions budgétaires en santé et services sociaux** ont pour effet d'augmenter sans cesse la pression sur les travailleuses et travailleurs du réseau. Pourquoi ne pas témoigner de votre situation ou de celle de vos collègues pour exprimer les effets des trop nombreuses coupes ? Difficulté d'attraction et de rétention, augmentation des maladies psychologiques, augmentation du stress au travail, ce ne sont pas les exemples qui manquent. Et que dire de l'impact sur les femmes, qui représentent près de 80 % des effectifs du réseau ?
- **Les impacts sur les services à la population sont nombreux** : augmentation des listes d'attente, fermeture

de services, abolitions de postes, etc. Pourquoi ne pas faire connaître ces réalités à votre entourage pour les sensibiliser ? D'autant plus que le gouvernement veut encore couper 2 milliards dans le réseau l'an prochain !

- Et que dire des **attaques à la politique familiale québécoise** ? En augmentant de façon drastique les tarifs, le gouvernement Couillard favorise le privé. Les études démontrent pourtant que les services à but non lucratif sont de meilleure qualité. Cette hausse de tarifs aura un impact important pour plusieurs familles. Combien de femmes remettront en question leur carrière ?
- L'austérité coûtera plus de 1 300 \$ aux familles de la classe moyenne. C'est donc devenu une mode de s'en prendre à la classe moyenne et aux plus démunis de notre société. Est-ce que votre entourage réalise qu'il devra mettre la main dans sa poche à cause de l'austérité libérale ?

RÉPONDRE À L'ARGUMENT PRINCIPAL : NOUS N'AVONS PLUS LES MOYENS ET IL FAUT SE SERRER LA CEINTURE

Si vous parvenez à convaincre vos proches que les décisions prises par nos gouvernants dans les dernières décennies ont eu plusieurs effets négatifs, vous serez assez rapidement confronté à un argument qu'on nous sert sans cesse.

« Nous vivons au-dessus de nos moyens depuis trop longtemps et nous devons nous serrer la ceinture. Nos finances publiques vont très mal et nous devons accepter de couper. »

Il n'est pas étonnant que beaucoup de personnes croient en cette idée puisqu'elle est répétée un peu partout depuis plusieurs années.

Pourtant, la situation est loin d'être aussi dramatique.

Nous avons amplement les moyens de financer nos services publics. Ce qui manque, c'est le courage politique d'aller chercher de nouveaux revenus pour les payer. La droite nous parle uniquement des dépenses à diminuer, mais jamais des revenus.

L'État s'est volontairement passé de plusieurs milliards dans les dernières années. En 2007, le gouvernement Charest a, par exemple, choisi de donner

L'impact de l'austérité dans les poches des travailleuses et travailleurs

Pour une famille gagnant 85 000 \$ ayant deux enfants en 2015, voici quelques exemples des hausses de tarifs qui les toucheront directement :

- Hausse des tarifs des services de garde : **790 \$**
- Hausse de 2 cents du prix de l'essence : **125 \$**
- Baisse du crédit d'impôt pour cotisations : **170 \$**
- Hausse des taxes municipales et scolaires : **130 \$**
- Hausse des tarifs d'électricité : **70 \$**

Le 1 % est épargné par le gouvernement Couillard

- Les banques canadiennes accumulent des profits records (plus de 30 milliards en 2013) et rien n'est proposé pour aller y chercher de nouveaux revenus.
- Les députés libéraux auront des primes pouvant aller jusqu'à 90 000\$ de plus par année. Aucun député n'a renoncé à ces primes.

- Le revenu moyen des 100 PDG les mieux rémunérés au Canada s'élevait à près de 8 millions de dollars en 2012 et rien n'est sur la table pour augmenter les taux d'imposition des plus riches.

Est-ce que c'est cela le modèle de société que nous voulons ?

des baisses d'impôts avec les quelque 800 millions de dollars des transferts fédéraux en santé. Plutôt que d'investir ces sommes pour améliorer le réseau de la santé et de services sociaux, il a donné un cadeau qui a profité aux plus fortunés de notre société. Et le gouvernement Couillard entend en faire de même. Il veut ramener le Québec à l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible afin de pouvoir faire des baisses d'impôts qui profitent aux plus riches.

Ce n'est pas en se privant sans cesse de revenus que l'on parviendra à financer des services publics qui font l'envie en Amérique du Nord !

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics propose des solutions pour aller chercher plus de 10 milliards de revenus, le tout sans alourdir le fardeau fiscal de la classe moyenne et des plus démunis.

- Nous pourrions économiser 4 milliards de dollars en rachetant les contrats des CHU en PPP.
- Nous pourrions économiser plus d'un milliard en instaurant un régime entièrement public d'assurance médicaments.
- Il serait aussi possible d'aller chercher plus de 750 millions qui partent actuellement dans les paradis fiscaux.

- Nous pourrions économiser plus de 2,5 milliards en agissant sur la question du surdiagnostic.

C'est donc uniquement les travailleuses et travailleurs qui sont obligés de se serrer la ceinture. Les plus riches s'en tirent sans devoir contribuer.

Ce que trop peu de Québécoises et Québécois réalisent, c'est que c'est très profitable de compter sur nos services publics. **Il nous en coûte moins cher de nous payer des services collectivement que de devoir les payer à la pièce chacun de notre côté.** Nous n'avons qu'à faire la comparaison avec le reste du Canada pour le réaliser.

On peut aussi parler à celles et ceux qui ont vécu avant le développement de nos services publics. Combien de personnes ont dû s'endetter pour être soignées ? Combien n'ont pas consulté de professionnel-les pour ne pas s'endetter ? Combien de milliers de femmes n'ont pas été sur le marché du travail et sont restés à la maison parce que le réseau de services de garde n'existait pas ?

DÉMONSTRONS QUE L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA SOLUTION ET QUE DES ALTERNATIVES EXISTENT

Les experts s'entendent pour dire que l'austérité est un échec. Que ce soit des experts internationaux comme ceux du Fonds monétaire international (FMI) ou l'Association des économistes québécois, tout le monde comprend que l'austérité a des répercussions dévastatrices aussi bien au niveau économique que social.

Ce que votre beau-frère pourra alors vous dire, c'est que nous devons nous comparer avec le modèle canadien et diminuer nos investissements sociaux.

Les nouvelles données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) permettent de constater que **le Canada fait partie des cancrs mondiaux en termes de dépenses**

sociales (ou de ce que l'on devrait plutôt appeler des investissements sociaux) et qu'il est loin d'être une bonne idée de suivre cet exemple.

Le Canada dépense beaucoup moins que la moyenne des pays de l'OCDE en pourcentage de son PIB. Alors que la moyenne des pays de l'OCDE dépense 22 % de son PIB en dépenses sociales, le Canada n'en dépense que 17 %, se comparant à l'Estonie et à la République tchèque.

Dans la direction opposée, la France, la Finlande et le Danemark investissent plus de 30 % de leur PIB dans les dépenses sociales. C'est dire que lorsqu'on se compare, on réalise que d'autres choix sont possibles.

L'analyse de ces données nous permet de constater que les pays scandinaves sont parmi ceux qui investissent le plus dans leurs programmes sociaux. Ce sont aussi des pays qui maintiennent un niveau de croissance au-dessus de la moyenne, tout en étant les pays qui ont les niveaux d'inégalités sociales les plus limités dans le monde.

Pourquoi le Québec ne prendrait-il pas en exemple les pays qui dominent les pelotons internationaux en termes d'égalité et de développement économique et social ?

RÉPONDRE À UN MYTHE : IL FAUT CRÉER LA RICHESSE AVANT DE LA RÉPARTIR

C'est à ce moment que votre beau-frère prétendra qu'il faut d'abord créer de la richesse avant de pouvoir penser financer nos services publics.

Pourtant, dans les dernières décennies, la croissance économique a souvent été au rendez-vous et les travailleuses et travailleurs ont augmenté leur productivité. **Ce qui a manqué, c'est la redistribution de cette richesse. C'est pourquoi on voit augmenter les inégalités sociales depuis 30 ans.**

Pendant que le revenu médian de la classe moyenne a stagné, celui du 1 % le plus riche a augmenté.

De 2009 à 2011 – les plus récentes données disponibles – le 1 % le plus riche a vu ses revenus croître de 3,8 % après impôt et inflation. Pour le 5 % et le 10 % le plus riche, la croissance de leurs revenus a été respectivement de 1,8 % et 0,9 %. Pendant ce temps, le 90 % restant de la population voyait son revenu moyen diminuer de 0,9 %.¹

On s'en rend bien compte, la vraie question n'est pas de créer de la richesse, mais bien de savoir de quelle façon on souhaite la répartir. **Est-ce que nous voulons utiliser une partie de notre richesse collective pour financer des services publics permettant à chacun d'économiser ou désirons nous à tout prix vivre dans une société où c'est chacun pour soi ?**

Nous avons peut-être tendance à l'oublier, mais il est démontré que les services publics coûtent moins cher et sont de meilleure qualité que les services privés!²

¹ Simon Tremblay-Pepin, « Comment vont les riches ? », Blogue de l'IRIS, <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/comment-vont-les-riches>

² Une métaanalyse publiée en 2003 et rassemblant les constats de plusieurs études démontre que les services à but non lucratif sont de meilleure qualité et qu'ils sont moins chers ou équivalents aux services offerts au privé (Pauline Vaillancourt-Rosenau et Jane C. Linder, *Social Science Quarterly*, vol.84, n°2, juin 2003, p.219-241).

MISONS SUR UN PROJET SOCIAL VISANT À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

En fin de compte, l'essentiel de la discussion doit tourner autour du genre de société dans laquelle nous voulons vivre.

Et sur cette question, votre beau-frère est en minorité à penser qu'il faut mettre la hache dans le modèle québécois.

Un sondage lancé récemment par l'Institut du Nouveau Monde (INM) démontre que **plus de 70 % des Québécoises et Québécois pensent plutôt qu'il faut travailler en priorité à réduire les inégalités sociales.**

On peut se questionner sur la légitimité de ce gouvernement. Si la majorité de la population souhaite lutter contre les inégalités sociales, comment le gouvernement Couillard peut-il être légitimé de les augmenter ? En plus, il a été élu par environ 30 % de la population québécoise. **Comment peut-il agir comme s'il avait obtenu l'appui de la majorité de la population ?**

Si l'on veut voir réduire les inégalités, nous devons nous opposer à l'austérité libérale et mettre de l'avant une autre vision de société. Par chance, nous avons une part importante de la population à nos côtés. Reste à convaincre nos gouvernants que c'est l'unique voie à suivre pour assurer notre développement économique et social.